Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Que de mensonges sur le Venezuela de Chavez

Par Gianni Minà

Région : Amérique latine & Caraïbe

Mondialisation.ca, 23 août 2007
Il manifesto 23 août 2007

Si dans quelques mois les délégués du Parti Démocrate nord-américain choisissent Hillary Clinton comme candidate aux prochaines élections présidentielles, il en résultera que dans ces vingt dernières années, deux familles seulement auront eu en main le gouvernement et le pouvoir aux Etats-Unis : les Bush et les Clinton. Mieux, si on considère que l'ex- chef de la Cia, Bush père, a été l'influent vice-président de Ronald Reagan, la saison pendant laquelle le gouvernement de Washington a été sous tutelle de deux clans familiaux seulement devient trentenaire. Particularité qui pourrait soulever quelque doute sur la qualité de la démocratie nord-américaine toujours brandie comme la meilleure. Et en particulier dans une époque où un président, Bush junior, fait approuver une loi qui autorise la torture et une autre qui abolit l'institution de l'*habeas corpus*, droit fondamental de la défense pour un être humain. Quoi qu'il en soit Chavez, comme il l'a déjà fait une douzaine de fois au cours des dix dernières années, devra d'abord être encore une fois jugé et élu par son peuple. A condition que les élections ne soient pas valables que lorsque ce sont ceux que nous soutenons qui les gagnent. Je ne sais pas pourtant si Pierluigi Battista, de plus en plus inconsolable d'avoir été communiste, a pensé à cette réalité indiscutable quand le samedi 18 août, dans un article de première page sur le *Corriere della Sera*, lacérait ses vêtements sur l'éventualité que la modification à la Constitution vénézuélienne puisse ouvrir la possibilité à Hugo Chavez de rester président de ce pays pratiquement à vie.

Mais Pierluigi Battista, fort incorrectement, a oublié le fait que parmi les modifications proposées ne figure pas celle d'abolir l'article (unique au monde) qui permet au peuple vénézuélien de démettre, par référendum, le président en charge. Une possibilité qui a déjà été tentée en 2004 par l'opposition querelleuse et « golpiste » du pays, qui a cependant échoué misérablement par vote d'un électorat qui avait demandé, presque par plébiscite, la confirmation de Chavez. Ce référendum était arrivé, entre autres, deux ans après une tentative de coup d'état presque comique, mis en acte par cette même imprésentable opposition, et béni par le gouvernement de Washington ; et celui de Aznar en Espagne, comme l'a révélé au Parlement Miguel Angel Moratinos, actuel ministre des Affaires Etrangères du gouvernement Zapatero. Tentative grotesque qui a duré l'espace d'un jour, en impliquant aussi quelques hauts prélats, et qui prétendait substituer au président démocratiquement élu le président du patronat vénézuélien, Carmona-Estanga, à présent réfugié en Colombie.

Je ne me souviens pas, sur tous ces événements, d'une seule ligne indignée analogue à celles écrites samedi dernier par Battista sur le *Corriere della Sera*, ni d'interventions hasardeuses de politiciens comme le sous-secrétaire aux Affaires Extérieures Vernetti (mais n'est-ce pas Di Santo le vice-ministre délégué à l'Amérique latine ?) qui, entre autres, se signalaient comme l'a écrit Matteuzzi, par une connaissance fausse et incorrecte de

l'Amérique latine.

Une information qui semblait photocopiée sur celle systématiquement mise en circulation par la *Ned*, l'agence de propagande de la Cia, qui fait partie des soutiens de *Reporters sans Frontières* et que Wayne Smith, le diplomate nord-américain responsable du Bureau d'intérêts des Etats-Unis à La Havane, pendant la présidence Jimmy Carter, a défini comme « une association qui influence et cherche à conditionner, pour le compte du gouvernement de Washington, la presse, les médias, les partis politiques et les organisations syndicales en actions alignées sur les intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis. Un organisme qui serait maintenant à consigner à la poubelle de l'histoire ».

Mais il y a mieux. Bruce Jackson, enseignant de culture américaine à la *State University of New York* de Buffalo, dans un essai pour *Latinoamerica* (revue dirigée par l'auteur, NDT) où il reprenait le chapitre « *Trojan Horse : the National Endowment for Democracy* » tiré du livre de William Blum « ***Rogue State. A guide for the World's Only Superpower*** » rappelait que la *Ned* avait soutenu avec 877 mille dollars les groupes qui, en 2002, organisèrent le coup d'état raté contre le président Chavez.

Ces réalités appartiennent depuis longtemps au domaine public pour qui s'intéresse avec honnêteté intellectuelle, aux événements latino-américains et aux politiques des Etats-Unis dans cette zone du monde. Comment est-il possible alors que, de façon cyclique, on monte ces petits théâtres grotesques sur Cuba plutôt que sur le Chili d'Allende, sur la Bolivie ou, plus récemment sur le Venezuela ? Et pourquoi y a-t-il encore des gens qui font semblant d'y croire ? Chavez n'est certes pas un personnage facile, parfois il risque la démagogie, mais le Venezuela dont il a hérité du démocrate-chrétien Calderas et du prétendu socialiste Carlos Andrès Peres (les présidents que peut-être Pierluigi Battista et Vernetti auraient qualifié de « démocrates », bien qu'ils se soient officiellement approprié des richesses du pays) était une nation de 15 millions de pauvres sur 23 millions d'habitants où les enfants des déshérités des *ranchitos* n'allaient pas à l'école parce que, comme leurs parents, ils n'étaient même pas inscrits à un état-civil, ils étaient « invisibles ». Et cela bien que le Venezuela soit, comme nous le savons tous, un des premiers producteurs de pétrole du monde.

Ce paysage, en dix ans, comme le confirment les chiffres des organismes internationaux, a radicalement changé du point de vue de l'éducation, de l'ascension sociale, de l'exploitation équitable des ressources pour le bien commun.

Les invisibles, « *los animales* » comme les appelait l'oligarchie prédatrice, existent maintenant, et leurs 5 millions de votes ont changé les équilibres politiques du pays, et influencé les choix d'autres nations du continent. Les Etats-Unis de Bush junior en ont pris acte, mais ne sont pas disposés à accepter cet état de choses. Et répètent ainsi la même erreur commise pendant un demi-siècle à l'égard de Cuba : mettre en marche une stratégie de la tension pour jeter une mauvaise lumière sur le Venezuela, le soumette à l'erreur et l'isole. Mais l'opération est perdante parce que la terre de Chavez est riche, très riche. Et, en Amérique Latine, souffle maintenant un vent très fort d'indépendance et de résistance aux politiques de saccage des multinationales, étasuniennes ou pas. Et pourtant on trouve encore des gens qui gardent une connivence avec cette énième tentative de manipulation historique.

Quelle tristesse.

Edition de jeudi 23 août 2007 de **il manifesto**

http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Agosto-2007/art9.html

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio.

La source originale de cet article est Il manifesto
Copyright © Gianni Minà, Il manifesto, 2007

Articles Par : Gianni Minà

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca